

Observatoire International de la Démocratie Participative pour la région Afrique

NOTE DE PRESENTATION



I. Contexte d'émergence et justification

L'Observatoire International de la Démocratie Participative, qui a été créé en 2001, est un espace ouvert aux villes, aux organisations, universités et centres de recherche qui souhaitent connaître, échanger ou appliquer des approches de démocratie participative au niveau local et ce, pour approfondir la démocratie dans la gouvernance locale.

Depuis 2006, l'OIDP travaille en collaboration avec l'organisation Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), notamment à l'articulation d'un cadre conjoint avec la Commission d'inclusion sociale et de démocratie participative. L'OIDP travaille également avec d'autres réseaux de villes notamment METROPOLIS.

Parmi les acquis, on peut citer l'organisation chaque année d'une conférence internationale qui permet d'avancer dans le débat sur la démocratie participative et de partager les expériences et les acquis dans ce domaine. L'OIDP a également mis en place le Prix "**Bonne pratique en**

participation citoyenne" dont l'objectif est de récompenser les expériences innovantes dans le domaine de la démocratie participative favorisant la participation et l'implication des citoyens et citoyennes dans les processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques publiques.

Depuis 2011, l'organisation Enda Ecopop, assure le point focal pour la région Afrique de l'Observatoire International, et le lancement officiel de la plateforme a été fait le 07 Décembre 2012. Ce lancement avait été présidé par le Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales du Sénégal, le Directeur pour l'Afrique et les États Arabes de Onu HABITAT, le Secrétaire Général de l'Observatoire International, le Président de l'Union des Associations d'Elus Locaux du Sénégal et en présence de 156 participants venant de 13 pays d'Afrique.

II. Les objectifs de l'observatoire

Le bureau pour la région Afrique de l'OIDP se donne comme ambition :

- Observer, suivre et rendre visible les expériences de démocratie participative en Afrique,
- Accompagner la mise en œuvre et renforcer les processus de démocratie participative,
- Capitaliser les expériences africaines et les partager avec le reste du Monde.
- Appuyer l'institutionnalisation des approches de démocratie participative dans les politiques publiques

L'OIDP Afrique articule son intervention autour des volets majeurs

- a. **l'appui à la démocratie représentative** par l'accompagnement des processus électoraux en Afrique en mettant l'accent sur les élections locales et le renforcement de la légitimité des institutions issues des élections démocratiques et
- b. **la consolidation de la démocratie participative** en donnant plus de place aux démarches ascendantes, pour renforcer la capacité d'agir des citoyens, promouvoir une éthique de gestion transparente et responsable, renforcer le benchmarking par la mise en réseau de collectivités locales africaines et avec le reste du monde.

III. Les domaines d'activités de l'observatoire

La mise en œuvre de ce chantier s'articulera autour des domaines d'actions suivantes :

1. Accompagnement des processus électoraux et de la démocratie représentative

Partant du constat que les élections constituent les nœuds géographiques des processus électoraux en Afrique. Dans les collectivités locales, les positions des acteurs dans la phase précédant les élections de même que le contentieux électoral, ne participent pas à l'enracinement de la démocratie locale participative. Dans ce cadre, l'accompagnement des processus électoraux vise à promouvoir une culture démocratique pour des élections libres, transparentes et une adhésion des populations aux processus électoraux (démocratie représentative). Les actions portent sur :

- Sensibilisation et éducation électorale (inscription, vote, observation des élections),
- Mobilisation populaire pour la participation citoyenne aux élections,
- Création de cadre d'échange élus représentants des Organisations de la Société Civile et d'analyse des offres politiques,

- Formation des organes de presse et observateurs électoraux,
- Appui à la surveillance des processus électoraux,

2. Renforcement de la démocratie locale participative

Ce volet vise à accroître la légitimité des pouvoirs publics issus des élections ainsi que la confiance des citoyens et des citoyennes aux institutions publiques et enfin à améliorer l'efficacité de la gestion publique pour une meilleure prise en charge des attentes politiques (pour une participation au processus décisionnel) et des droits économiques, sociaux, culturels et politiques pour assurer le bien-être des populations. Il s'agira de conduire des actions pour mieux enraciner la démocratie participative dans la gestion locale :

- Formation des conseillers en approches de démocratie participative,
- Information et sensibilisation des autorités élus sur les approches de Démocratie Participative,
- Formation en leadership des autorités locales et décideurs locaux à promouvoir et impulser des dynamiques de bonne gouvernance et démocratie locale,
- Appui aux collectivités territoriales à développer les approches de Démocratie Participative (Budget Participatif, Conseils consultatifs, Ateliers de prospective, Audiences et Forums, Jurys ou Certification Citoyenne, etc.)

3. La Consolidation de la gestion transparente et responsable des collectivités territoriales

La bonne gouvernance, gestion éthique des affaires publiques locales et la pleine jouissance de leurs droits économiques, sociaux, politiques, culturels et environnementaux constituent de plus en plus une forte exigence citoyenne. Les pouvoirs publics ont, plus que par le passé, l'obligation d'une gouvernance participative, de gestion transparente des collectivités territoriales et de reddition des comptes. Dans cette perspective, beaucoup d'Etats africains ont renforcé leurs dispositifs constitutionnels, législatifs et réglementaires. Le cadre juridique de la décentralisation accorde ainsi une place importante à la participation et à l'engagement citoyen incitant une gestion plus inclusive des collectivités territoriales avec l'implication à toutes les étapes du processus décisionnel concernant la définition de leur agenda de développement, de toutes les catégories d'acteurs. Toutefois, en dépit des actions conjuguées de la société civile et des structures étatiques, des limites sont encore notées dans les mécanismes opérationnels pour asseoir durablement la démocratie locale, la participation et l'engagement citoyens. Ce troisième axe vise à enraciner la culture démocratie et le bien vivre ensemble, par :

- La formation et renforcement des capacités d'intervention aux échelles régionales, nationales et locales ;
- La sensibilisation pour une éthique de gestion transparente et responsable, le phénomène de la corruption,
- La documentation et études quantitatives et qualitatives sur le phénomène de la corruption ;
- La mise en réseau des organes nationaux (gouvernementaux ou non-gouvernementaux) de surveillance, de dénonciation et de lutte contre la corruption ;
- L'appui à la formulation et/ou la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour la gouvernance et la lutte contre la corruption, et à la Convention des Nations-Unies contre la corruption ;
- L'appui et accompagnement des collectivités territoriales à éradiquer et lutter contre la corruption

- L'auto-évaluation des processus participatifs dans les collectivités locales africaines.

IV. Animation de l'ODP en Afrique

Conformément aux orientations majeures présentées au cours de la 19^{ème} Assemblée Générale de l'OIDP, le Bureau pour l'Afrique se dote des instances politiques et opérationnelles aux différentes échelles des sous-régions (*Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est, Afrique Centrale, Afrique du Nord et Afrique Australe*) et du continent ; avec :

- Présidence, points focaux et membres des groupes de travail thématiques sur la démocratie Participative et l'inclusion sociale,
- Documentation des cas, modélisation des outils et approches africaines de Démocratie Participative (Budget Participatif, Certification citoyenne, Compte administratif, le Débat d'Orientation Budgétaire, le Suivi Participatif des processus BP, Corruption dans les Collectivités Territoriales, etc.) ;
- Suivi-évaluation des impacts et proposition d'outils de correction des politiques ;
- Plaidoyer et influence pour des gouvernements ouverts, le changement des politiques publiques plus ouvertes aux outils et approches de la démocratie participative,
- Prix d'Excellence pour primer les bonnes pratiques et innovations dans la gouvernance locale, conformément aux orientations majeures de l'Union Africaine adoptées par les chefs d'États dans la charte africaine des valeurs et principes de la décentralisation, gouvernance et développement local.

S'appuyant sur la répartition géographique retenue par l'Union Africaine, le dernier recensement publié en Décembre 2021 (*Nelson Dias; 2020-2021 World PB Atlas*) permet de dresser le panorama, par sous-région, des expériences identifiées dans les pays. Il servira de base pour l'animation de l'OIDP Afrique.

Afrique Australe	Afrique de l'Est
Afrique du Sud	Ethiopie
Angola	Madagascar
Botswana	Kenya
Mozambique	Ouganda
Zambie	Tanzanie
Zimbabwe	Afrique de l'Ouest
Afrique Centrale	Bénin
Cameroun	Burkina Faso
Congo	Cap-Vert
RD Congo	Côte d'Ivoire
Gabon	Ghana
Afrique du Nord	Guinée
Egypte	Mali
Maroc	Niger
Mauritanie	Nigéria
Tunisie	Sénégal
Source: Décembre 2021	Togo

